

"MARSEILLAISE" ET DRAPEAUX tricolores ont marqué les esprits lors de la campagne présidentielle 2017 de Jean-Luc Mélenchon. Ici, à Toulouse, le 17 avril.

PIÈGE LEXICAL

Les mots en "isme" les plus sensibles du dictionnaire

Quelles sont les différences entre nationalisme, patriotisme et impérialisme ? Souvent confondus et assimilés à l'idéologie de l'extrême droite, ces trois termes désignent pourtant des réalités en partie distinctes. De la Révolution française à aujourd'hui, les définitions ont pu changer et les concepts passer de la gauche à la droite. **PAR ELSA MARGUERITAT**

Lors de la campagne présidentielle de 2017, les images des meetings politiques de Jean-Luc Mélenchon ont marqué les esprits. Les drapeaux tricolores y flottaient tandis que les chalands, venus soutenir leur candidat, entonnaient en chœur *la Marseillaise* à l'issue des discours de leur champion. Exit les drapeaux rouges du Front de gauche et *l'Internationale*, place aux symboles nationaux. À gauche, ce parti pris fut perçu comme une incongruité, pas au goût de tout le monde : certains accusèrent même l'ancien socialiste d'accointances avec l'extrême droite ! Une drôle de sentence, inimaginable il y a quelques décennies : aurait-on reproché aux révolutionnaires de 1789 de frayer aux côtés de la « bête immonde » ? Symbole de gauche, totem de droite : ces évolutions traduisent bien à quel point les perceptions de l'idée de nation ont évolué. Romain Gary, on le sait, assénait que *« le patriotisme, c'est l'amour des siens »*, et *« le nationalisme, la haine des autres »*. Efficace, mais un trait d'esprit ne peut tenir lieu de pensée. Tentons d'y mettre un peu d'ordre.

S'accorder sur ce qu'est une nation

Nationalisme et patriotisme sont des mots du XVIII[e] siècle, en pleine émergence de la pensée des Lumières. Avant 1789, l'idée de nation est encore balbutiante : en France et en Angleterre, c'est l'action centralisatrice et unificatrice du pouvoir royal qui a contribué de manière décisive à l'émergence de la nation. Encore faut-il s'accorder sur ce qu'est une nation, et sur ce qui réunit ses membres : des critères objectifs (langue, culture, territoire), comme le proclament les Allemands ? Ou des notions subjectives (sentiment d'appartenance commune) ? Cette deuxième acception de la nation s'impose particulièrement en France durant la Révolution française. Les Jacobins, à l'origine du renversement de la monarchie, se désignent d'ailleurs par le vocable

Thibaud Moritz / IP3 Press / MaxPPP

de « patriotes », liés ensemble par leur aspiration à un destin commun et leur attachement à des principes politiques : souveraineté populaire, démocratie, droits de l'homme. Le député montagnard Saint-Just affirme ainsi que *« la patrie n'est point le sol, c'est la communauté des affections »*. Un siècle plus tard, Ernest Renan, dans sa célèbre conférence de 1882 intitulée « Qu'est-ce qu'une Nation ? », théorise cette vision, en posant comme critères de l'appartenance nationale *« le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis »*. Selon sa formule fameuse, *« l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »*.

Au fil du XIXe siècle, les grands principes de 1789 continuent de perdurer, mais l'attachement à la nation change de visage : en France, l'affaire Dreyfus voit notamment l'émergence d'un patriotisme d'exclusion, volontiers xénophobe et antisémite, dirigé vers des ennemis de l'intérieur. Opposés aux droits de l'homme, les membres des ligues d'extrême droite, à l'image de Charles Maurras ou de Maurice Barrès, ne sont pas des patriotes mais des nationalistes. En face, la gauche se divise : une partie, marxiste, voit dans la montée de chauvinismes la preuve du caractère intrinsèquement belliqueux du sentiment national. Pour ces tenants de la lutte des classes, l'idée de nation masque les conflits d'intérêts qui opposent les classes sociales. Jean Jaurès tente alors de réconcilier ces courants internationalistes avec le patriotisme révolutionnaire : *« Jaurès estime qu'un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, mais que beaucoup d'internationalisme y ramène,* explique Jean-Numa Ducange, historien spécialiste de l'histoire des gauches françaises. *Pour lui, l'amour de son pays est compatible avec celui pour les autres peuples. Jaurès ne croit pas à la rhétorique antipatriotique de la gauche la plus radicale, il s'oppose au nationalisme comme à l'antipatriotisme. »* Lorsque la guerre éclate en Europe, en 1914, tout le monde, à l'exception de minorités d'extrême gauche, se dit patriote.

Nouveau mouvement de balancier politique

La notion d'impérialisme, plus tardive, émerge parallèlement à l'internationalisme. Le communiste Lénine la popularise ; pour le chef de la révolution bolchevique, l'impérialisme correspond au *« stade suprême du capitalisme »*. Arrivé à maturation, en quête frénétique de débouchés, le système économique met sous sa coupe des pays entiers, notamment en constituant des empires coloniaux. Ses liens avec la nation sont ambivalents : *« Beaucoup ont tendance à associer nationalisme et impérialisme,* admet Jean-Numa Ducange. *Il existe de nombreuses configurations historiques où le nationalisme renvoie à l'impérialisme, c'est vrai. Mais les termes sont loin d'être synonymes, et parfois même s'opposent »*, précise l'historien. Alors que la France devient un gigantesque empire colonial, le nationaliste Paul Déroulède, dans un discours de juillet 1884, résume bien l'esprit conservateur partagé alors par une large part de la population française : *« Avant d'aller planter le drapeau français là où il n'est jamais allé, il fallait le replanter d'abord là où il flottait jadis. »* En d'autres termes : pourquoi aller conquérir des pays lointains, alors même qu'il faut déjà retrouver ses frontières « naturelles » ? Le nationalisme est souvent agressif, mais pas toujours expansif ; il s'attache parfois à préserver l'essentiel plutôt qu'à s'étendre sans cesse. En outre, l'essayiste Osamu Nishitani a récemment dénoncé *« l'impérialisme de la liberté »* perpétré par les États-Unis : une nouvelle preuve que l'impérialisme ne prend pas forcément la forme de colonisation et de conquête qu'on lui prête traditionnellement, et qu'il n'est pas systématiquement lié à un nationalisme.

"POUR JAURÈS, L'AMOUR DE SON PAYS EST COMPATIBLE AVEC CELUI POUR LES AUTRES PEUPLES." JEAN-NUMA DUCANGE

Assiste-t-on à un nouveau mouvement de balancier politique ? Dans les décennies 1980 et 1990, la globalisation triomphe, et le plus souvent appelle de ses vœux au dépassement définitif du cadre national. *« Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, béret, bourrées, binious, bref, "franchouillard" ou cocardier, nous est étranger, voire odieux »*, osait ainsi écrire Bernard-Henri Lévy dans la revue *Globe* en 1985. Mais les années ont prouvé qu'il était difficile, voire impossible de dépasser le cadre national. Après avoir ouvert les frontières aux quatre vents et tenté de liquider l'idée de nation, les dirigeants rêvant d'une « gouvernance mondiale » ont vu les peuples se rappeler à leur souvenir, au fil d'élections triomphales pour les forces « populistes » hostiles à la mondialisation.

Est-on pour autant condamné à en revenir à un nationalisme agressif et cocardier ? De nombreux penseurs ont tenté de surmonter cette impasse, à l'image de l'Américain Robert Reich, qui oppose un *« nationalisme positif »*, visant à *« développer les opportunités de ceux qui partagent le destin commun de la nation »*, à un *« nationalisme négatif »*, obsédé par l'idée d'*« exclure ceux qui n'en font pas partie »*. Avant lui, visionnaire, le sociologue français Émile Durkheim voyait déjà au début du XXe siècle dans un cosmopolitisme intégral le risque d'un *« individualisme égoïste »* et appelait à *« confondre l'idéal national avec l'idéal humain »* en incitant les États-nations à *« mettre leur amour-propre, non à être les plus grands ou les plus aisés, mais à être les plus justes, les mieux organisés, à avoir la meilleure constitution morale »*. ■